

L'INDE dans les NOUVELLES RELATIONS TRIANGULAIRES

Le triangle géostratégique, Inde Chine Russie est aujourd'hui une réalité dont il faut tenir compte dans la mesure où les trois géants représentent ensemble le tiers de l'humanité. Leurs relations économiques, culturelles ou dans le domaine militaire sont d'autant plus sensibles en cette période de crise, pour le monde développé, que s'affirment pour les membres de ce nouveau triangle, des perspectives enviables de croissance, comme l'indique un rapport du comité permanent des affaires étrangères du Sénat canadien.

Le 2 juin 2005, se réunissaient à Vladivostok, les ministres des Affaires Etrangères de l'Inde, de la Chine et de la Russie . Le commentateur politique de l'agence russe Novosti parlait de « coup d'envoi à la fantaisie géopolitique la plus débridée... » Les ministres concernés n'en étaient pas à leur première rencontre, mais jusqu'ici, il s'agissait d'apartés en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies ou de réunions internationales au niveau ministériel. On ne s'attendait à aucune décision spectaculaire car le but de la Russie, pays hôte, dans le contexte du rapprochement récent sino-indien, était d' « élaborer un programme régulier de contacts tripartites » c'est à dire de dresser une liste des sujets susceptibles d'être discutés à trois. Encore un nouveau triangle ! Il était un peu prématuré pour l'affirmer mais il fallait y penser même si les Russes s'étaient défendus de vouloir entériner une structure formelle qui dominerait les relations internationales du détroit de Formose à l'Asie Centrale.

La Russie, dont l'Inde fut une alliée à l'époque de l'Union soviétique, souhaitait réactiver une des constantes de sa politique internationale, à savoir la réorientation de son influence vers le sud et l'océan indien afin de conforter sa puissance maritime et de la rééquilibrer par rapport à sa puissance continentale. Mais comme l'avaient souligné les médias russes, la consolidation de cette nouvelle alliance à trois pouvait apparaître comme une manoeuvre destinée à tempérer l'hégémonie américaine, voire une tentative d'hégémonie de la part de la Chine. Pour les Russes, il s'agissait d'un exercice difficile dans la mesure où leur diplomatie était habituée à traiter séparément les dossiers indien et chinois. Auparavant, ces deux axes de la politique étrangère russe ne s'étaient jamais croisés.

Après sa visite à Moscou, le Président Indien Abdul Kalam avait fait savoir que l'idée de cette conférence à trois lui était venue et que la Russie était le pays qui avait accueilli la rencontre mais nullement son initiateur. A Pékin et à New Delhi, on était sur la même

longueur d'onde, à savoir que le sujet le plus important à discuter touchait à la « coordination entre les trois pays sur les plans politiques et économiques. » En termes clairs, cela signifiait que Pékin et New Delhi se préoccupaient en priorité des ressources pétrolières russes et centrasiatiques nécessaires à leur développement.

Lors des conversations à Moscou du Président Indien avec Wladimir Poutine, parmi les projets de coopération, on avait évoqué un échange de matières énergétiques et d'armes russes contre des investissements indiens en matière de technologies avancées. Dans ce cadre, de 3 milliards de dollars en 2005, les échanges commerciaux Russie – Inde devraient passer à 28 milliards en moins de dix ans. Les trois pays, s'étaient intéressés à l'Asie Centrale, source de menaces mais aussi riche d'un potentiel d'échanges économiques.

Dans leurs projets, les Indiens tenaient à inclure le Pakistan et l'Afghanistan, approche considérée comme justifiée par les partenaires russes et chinois dans la mesure où pour Moscou la situation en Kirghizie et en Ouzbékistan rappelait aux réalités afghanes et pakistanaises.

La stratégie de recherche d'opportunités d'investissements des Chinois avait été initiée dans les années 90 par Li Peng, alors Premier Ministre. Dans cette quête de nouvelles sources d'approvisionnement, la concurrence avec l'Inde était sévère. On citait le cas d'un contrat juteux que les Indiens étaient sur le point de signer au Soudan par l'intermédiaire de la Compagnie indienne, ONGC Videsh. Tandis que celle-ci attendait le feu vert définitif du gouvernement indien, la compagnie chinoise CNPC faisait aux Soudanais une offre plus alléchante et remportait le marché. Le rachat de Petrokazakhstan par la China National Petroleum Corporation (CNPC) pour plus de quatre milliards de dollars s'était fait au détriment des Indiens. Après leur avoir soufflé un contrat avec les Soudanais, la Compagnie Nationale chinoise recueillait le fruit d'un travail d'étroite coopération avec le gouvernement Kazakh sur le plan politique, les gouvernements chinois et Kazakh ayant engagé ensemble, à leur frontière commune, une lutte sans merci contre les radicaux islamistes. Derrière le slogan de la lutte contre le terrorisme, il convenait de lire au second degré une tentative de gagner les Russes et les Indiens à la reconnaissance d'une éventuelle annexion de Taiwan et une communauté d'intérêts géostratégiques anti-américaine dans laquelle on s'efforceraient d'attirer ultérieurement la plupart des pays émergents.

Pourquoi l'Inde ? Parce que si de graves différends subsistent entre Pékin et New Delhi, un rapprochement significatif s'est amorcé en 2005 avec un accord destiné à régler les différends frontaliers entre les deux pays suivi en novembre 2006 par un

voyage du Président Hu Jintao à New Delhi qui avait pour objectif de relancer les relations commerciales et ultérieurement de donner naissance à un marché de deux milliards et demi de consommateurs. Signe concret de rapprochement, l'ancienne route himalayenne fermée depuis le conflit sino-indien de 1962, avait été rouverte.

Toutefois, l'Inde persiste à affirmer que la Chine occupe près de quarante mille kilomètres carrés de son territoire tandis que Pékin revendique une souveraineté sur l'état indien frontalier du nord-est, l'Arunachal Pradesh. La question du Tibet demeure également en suspens depuis qu'il y a quarante cinq ans, l'Inde a accueilli à Dharamsala le Dalai-Lama en fuite.

Les échanges entre la Chine et l'Inde qui s'élevaient à trois milliards de dollars en l'an 2000, devraient dépasser les trente milliards en 2010. Il faut aussi rappeler que la Chine a fait admettre l'Inde comme observateur à l'Organisation de Coopération de Shanghai tandis qu'en retour l'Inde cooptait la Chine au même niveau au sein de l'Association sud asiatique pour la Coopération Régionale (SAARC).

Le triangle New Delhi, Moscou, Pékin s'est donc plutôt renforcé compte tenu de la dépendance de New Delhi par rapport à Moscou pour l'acquisition d'armes russes, notamment d'avions de tous types destinés à l'armée de l'air indienne, des différends frontaliers avec la Chine mis en sourdine dans une perspective d'échanges fructueux de technologies avancées, d'intérêts stratégiques communs dans la lutte contre les islamistes radicaux du Cachemire.

De plus, au sein de ce triangle, l'Inde est plus à même de gérer ses relations conflictuelles avec le Pakistan. Cette situation ne l'a pas empêchée de répondre aux sollicitations de Washington et de Tokyo. Les investissements japonais en Inde sont de plus en plus prégnants même s'ils n'atteignent pas encore le niveau de ceux que Tokyo consacre à la Chine.

La présence de New Delhi dans deux alliances triangulaires concurrentes peut soit renforcer la position centrale de pivot de l'Inde, soit fragiliser à moyen terme sa puissance en devenir. Tout dépendra de son aptitude à apaiser ses propres tensions internes.

Jean-Claude Courdy